

Fin juin 2018, le nombre de micro-entrepreneurs inscrits s'établit à 1 350 000, soit 13,4 % de plus que celui enregistré un an plus tôt. Il est en nette accélération (après + 6,8 % fin juin 2017). Ce dynamisme est la conséquence du flux important d'immatriculations (+ 22,0 % fin juin 2018, après + 7,3 % en juin 2017), dans un contexte de doublement au 1<sup>er</sup> janvier 2018 des plafonds de chiffre d'affaires ouvrant droit au régime. Les radiations continuent quant à elles de diminuer (- 3,0 %, après - 2,1 %).

776 000 micro-entrepreneurs déclarent un chiffre d'affaires positif au deuxième trimestre 2018, soit 57,5 % des inscrits. Ils sont aussi en accélération : + 10,5 % sur un an, après + 6,4 % un an plus tôt.

En lien avec la hausse des plafonds de chiffres d'affaires, le chiffre d'affaires trimestriel moyen augmente de 11,2 % sur un an (après + 4,0 % un an plus tôt) ; il atteint 3 978 euros au deuxième trimestre 2018. Ainsi, le chiffre d'affaires trimestriel global est en forte progression fin juin 2018 : + 22,9 % sur un an, après + 10,7 % un an plus tôt.

Au niveau sectoriel, les transports, les activités immobilières, le conseil pour les affaires, le commerce de gros et les activités de nettoyage sont les secteurs les plus dynamiques.

Sur le plan régional, les régions Île-de-France (+ 15,2 %), Auvergne-Rhône-Alpes (+ 11,1 %), Nouvelle-Aquitaine (+ 10,8 %) et Centre-Val de Loire (+ 10,1 %) ressortent parmi les plus dynamiques en termes de micro-entrepreneurs économiquement actifs. Enfin, le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2018 progresse de plus de 20 % dans de nombreuses régions, Île de France (+ 30,5 %) et Auvergne-Rhône Alpes (+ 24,4 %) en tête.

## LES MICRO-ENTREPRENEURS <sup>1</sup> FIN JUIN 2018

Fin juin 2018, le nombre de micro-entrepreneurs (ME) inscrits, ayant ou non déclaré un chiffre d'affaires, progresse de 13,4 % ; soit un rythme deux fois supérieur à celui de l'année précédente (+ 6,8 %). 1 350 000 ME sont ainsi dénombrés.

Cette accélération marquée depuis le quatrième trimestre 2017 confirme le dynamisme global

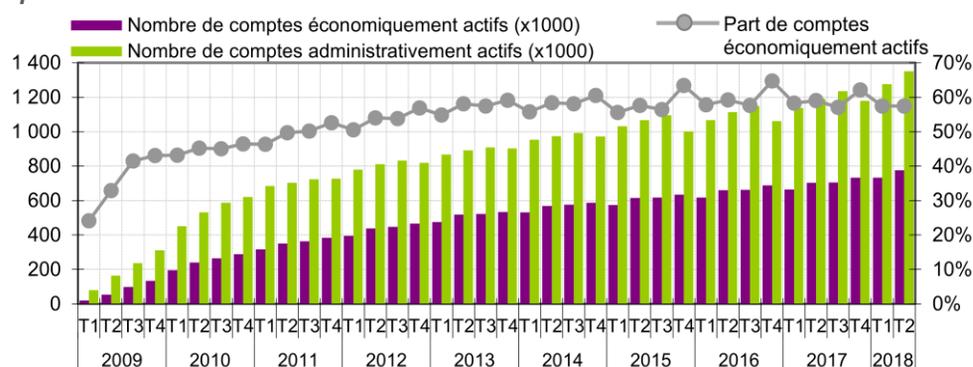
du dispositif. Elle est notamment soutenue par les mesures entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018, en particulier le doublement des plafonds de chiffre d'affaires (*encadré*). Dans ce contexte, les immatriculations<sup>2</sup> sont en forte hausse sur un an (+ 22,0 % fin juin 2018). Les radiations baissent quant à elles de 3,0 %.

Tableau 1 : Nombre de micro-entreprises (ME) et chiffre d'affaires

|  | 2017T2  | 2017T3  | 2017T4  | 2018T1  | 2018T2  |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>Nombre de comptes ouverts ou fermés sur les 12 derniers mois (milliers)</b> |         |         |         |         |         |
| Nombre d'immatriculations au dispositif ME (1)                                 | 345     | 356     | 373     | 397     | 421     |
| <i>Evolution annuelle (en %)</i>   | 7,3     | 8,8     | 12,3    | 16,2    | 22,0    |
| Nombre de radiations de comptes ME (2)   | 269     | 270     | 257     | 259     | 261     |
| <i>Evolution annuelle (en %)</i>   | -2,1    | -1,0    | -5,4    | -4,0    | -3,0    |
| Création nette de comptes ME (1)-(2)   | 76      | 86      | 117     | 138     | 160     |
| <b>Nombre de comptes en fin de trimestre (milliers)</b>                        |         |         |         |         |         |
| Nombre de comptes ME administrativement actifs (3)                             | 1 190   | 1 235   | 1 178   | 1 276   | 1 350   |
| <i>Evolution annuelle (en %)</i>   | 6,8     | 7,5     | 11,0    | 12,1    | 13,4    |
| Nombre de comptes ME économiquement actifs (4)                                 | 702     | 704     | 732     | 733     | 776     |
| <i>Evolution annuelle (en %)</i>   | 6,4     | 6,5     | 6,5     | 10,5    | 10,5    |
| Part des comptes ME économiquement actifs (4)/(3)                              | 59,0%   | 57,1%   | 62,1%   | 57,4%   | 57,5%   |
| <i>Evolution annuelle (en points)</i>  | -0,2 pt | -0,5 pt | -2,6 pt | -0,9 pt | -1,5 pt |
| <b>Chiffre d'affaires du trimestre</b>   |         |         |         |         |         |
| Chiffre d'affaires global (millions d'euros) (5)                               | 2 510   | 2 458   | 2 683   | 2 680   | 3 086   |
| <i>Evolution annuelle (en %)</i>   | 10,7    | 10,7    | 11,0    | 20,7    | 22,9    |
| Chiffre d'affaires moyen (euros) (5)/(4)                                       | 3 576   | 3 489   | 3 665   | 3 657   | 3 978   |
| <i>Evolution annuelle (en %)</i>   | 4,0     | 4,0     | 4,2     | 9,3     | 11,2    |

Source : Acooss-Urssaf

Graphique 1 : Evolution des nombres de comptes administrativement et économiquement actifs



Source : Acooss-Urssaf

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, les régimes du micro-social et du micro-fiscal ont fusionné sous la dénomination « micro-entrepreneur ». Le champ de cette publication porte ainsi sur les micro-entreprises soumises au régime micro-social sous-jacent au dispositif auto-entrepreneur institué en 2009 ; elle exclut les micro-entreprises payant leurs cotisations sociales selon le droit commun (*encadré*).

<sup>2</sup> Une immatriculation peut correspondre à une réimmatriculation rattachée à un SIREN existant. Il s'agit donc d'une notion différente de celle de la création d'entreprise retenue par l'Insee.

Le nombre d'inscrits reste très dynamique dans les secteurs du transport (+ 75,4 % sur un an, *tableau 2*), des activités immobilières (+ 30,3 %), du commerce de gros (+ 19,8 %), du conseil pour les affaires et les activités de nettoyage (+ 16,9 %). Il accélère dans les activités financières et d'assurance (+ 16,6 %).

Le nombre de micro-entrepreneurs économiquement actifs (ME avec un chiffre d'affaires positif) affiche une progression annuelle à deux chiffres sur les deux premiers trimestres de l'année (+ 10,5 % au premier comme au deuxième). Il s'établit à 776 000 fin juin 2018, soit 57,5 % des inscrits (contre 59,0 % un an plus tôt).

Les ME économiquement actifs réalisent un chiffre d'affaires trimestriel moyen de 3 978 euros, en hausse de 11,2 % sur un an, soit un rythme nettement plus élevé que celui enregistré un an auparavant (+ 4,0 %, *tableau 1 et graphique 2*), en lien avec le doublement des plafonds de chiffre d'affaires (*encadré*).

Le chiffre d'affaires trimestriel global est ainsi en nette accélération (+ 22,9 % sur un an fin juin 2018, après + 10,7 % fin juin 2017) et franchit, pour la première fois, la barre des 3 milliards d'euros (3,086 milliards, *tableau 1*).

**La majorité des secteurs sont en progression fin juin 2018...**

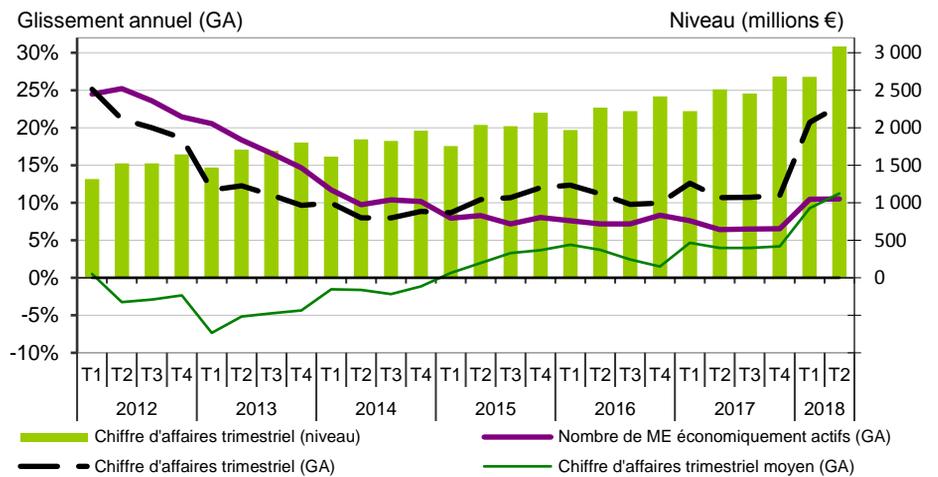
A fin juin 2018, la quasi-totalité des secteurs connaît une augmentation des effectifs trimestriels de ME économiquement actifs (*tableau 2*) avec néanmoins quelques nuances selon les secteurs.

Le nombre de ME économiquement actifs accélère à nouveau dans le secteur des transports (+ 59,8 % sur un an, après + 36,9 % un an plus tôt). Les activités immobilières (+ 23,4 %), le conseil pour les affaires (+ 22,9 %), le commerce de gros (+ 15,8 %) et les activités de nettoyage (+ 15,8 %) confirment leur dynamisme (*tableau 2*). Les activités juridiques (+ 6,4 %) et les réparations hors automobile (+ 2,8 %) retrouvent une évolution positive après une baisse des effectifs un an plus tôt.

Un ralentissement s'observe dans les métiers de bouche (+ 2,2 % après + 4,4 % fin juin 2017) et l'hébergement et restauration (+ 6,2 % après + 8,6 % un an auparavant).

Seul le commerce de détail sur marchés non classé ailleurs connaît une baisse du

**Graphique 2 : Glissement annuel du nombre de micro-entrepreneurs économiquement actifs et du chiffre d'affaires trimestriel**



Source : Acooss-Urssaf

nombre de ME économiquement actifs (- 2,7 %).

Les secteurs de la santé et de la coiffure restent, de loin, ceux dont la part de micro-entrepreneurs économiquement actifs est la plus importante (respectivement 79 % et 78 %). A l'inverse il est le plus faible dans le secteur des transports (27 %), en lien avec le dynamisme des entrées récentes dans ce secteur.

Globalement, depuis le doublement des plafonds de chiffres d'affaires au 1<sup>er</sup> janvier 2018, le chiffre d'affaire trimestriel moyen est en hausse dans tous les secteurs. Les transports (+ 78,8 %) et le conseil pour les affaires (+ 40,8 %) présentent les plus fortes progressions (*tableau 2*). Les activités immobilières (+ 37,9 %), l'informatique (+ 37,4 %) et les activités juridiques (+ 34,5 %) affichent aussi de très fortes hausses. A contrario, le chiffre d'affaires trimestriel moyen est le moins dynamique dans les secteurs de la coiffure et soins du corps (+ 5,5 %), de l'éducation (+ 6,1 %) et des activités sportives (+ 6,1 %).

**Sur le plan régional...**

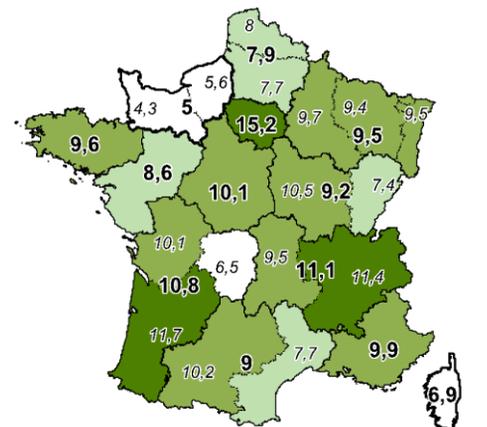
Le nombre de ME économiquement actifs progresse sensiblement en régions Île-de-France (+ 15,2 %), Auvergne-Rhône-Alpes (+ 11,1 %), Nouvelle-Aquitaine (+ 10,8 %) et Centre-Val de Loire (+ 10,1 %, *carte 1*).

Toutes les régions affichent une accélération par rapport à l'année précédente, à l'exception de la Normandie (+ 5,0 % contre + 6,2 %).

Le chiffre d'affaires évolue à la hausse dans l'ensemble des régions (*carte 2*), sous l'effet notamment de la hausse du nombre de micro-entrepreneurs économiquement

**Carte 1 : Glissement annuel du nombre de micro-entrepreneurs économiquement actifs au 30 juin 2018**

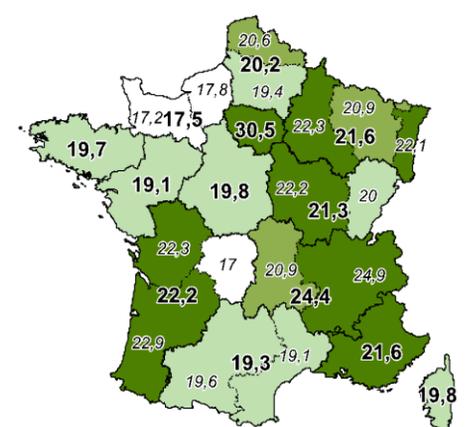
Moyenne France : + 10,5 %



Source : Acooss-Urssaf

**Carte 2 : Glissement annuel du chiffre d'affaires des micro-entrepreneurs au deuxième trimestre 2018**

Moyenne France : + 22,9 %



Source : Acooss-Urssaf

Note : les chiffres en gras portent sur le périmètre des régions administratives en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

actifs (carte 1). La progression du chiffre d'affaires trimestriel dépasse 20 % dans de nombreuses régions fin juin 2018 : Île-de-

France (+ 30,5 %) et Auvergne-Rhône Alpes (+ 24,4 %) en tête.

Fabien Berthelot  
Urssaf des Pays de la Loire  
Guillaume Lièvre  
Urssaf de Poitou-Charentes

**Tableau 2 : Les micro-entrepreneurs par secteur d'activité fin juin 2018**

| Secteur d'activité                                      | Nombre d'immatriculations au dispositif ME sur les 12 derniers mois |              |              | Nombre de radiations de comptes ME sur les 12 derniers mois |              |              | Nombre de ME administrativement actifs en fin de trimestre |            |             |             | Nombre de ME économiquement actifs en fin de trimestre |            |            |             | Chiffre d'affaires trimestriel global |                  |             | Chiffre d'affaires trimestriel moyen |              |            |             |
|---|---|--------------|--------------|---|--------------|--------------|--|------------|-------------|-------------|--|------------|------------|-------------|---------------------------------------|------------------|-------------|--------------------------------------|--------------|------------|-------------|
|   | milliers  |              |              | milliers  |              |              | milliers   | GA (%)     |             |             | milliers   | GA (%)     |            |             | % ME éco. actifs                      | millions d'euros | GA (%)      |                                      | euros        | GA (%)     |             |
|   | 2017 T2   | 2017 T4      | 2018 T2      | 2017 T2   | 2017 T4      | 2018 T2      | 2018 T2  | 2017 T2    | 2017 T4     | 2018 T2     | 2018 T2  | 2017 T2    | 2017 T4    | 2018 T2     | 2018 T2                               | 2018 T2          | 2017 T4     | 2018 T2                              | 2018 T2      | 2017 T4    | 2018 T2     |
| A - Agriculture, sylviculture et pêche                  | 0,5   | 0,5          | 0,6          | 0,4   | 0,4          | 0,4          | 2,7  | 3,9        | 5,3         | 6,1         | 1,7  | 5,2        | 5,7        | 4,2         | 64                                    | 6                | 10          | 14,6                                 | 3 515        | 3,7        | 10,0        |
| CZ1 - Industrie   | 15,1  | 15,6         | 17,0         | 12,3  | 10,9         | 10,6         | 73,8   | 4,2        | 7,7         | 9,4         | 47,3   | 5,8        | 6,3        | 8,6         | 64                                    | 159              | 12          | 19,2                                 | 3 353        | 5,7        | 9,8         |
| CZ2 - Métiers de bouche                                 | 5,4   | 5,5          | 5,7          | 4,9   | 4,5          | 4,5          | 21,7   | 2,8        | 5,5         | 5,9         | 12,5   | 4,4        | 1,7        | 2,2         | 58                                    | 50               | 6           | 12,0                                 | 3 961        | 4,7        | 9,6         |
| F1 - BTP travaux de finition                            | 15,6  | 15,8         | 17,1         | 15,6  | 13,1         | 12,7         | 77,6   | -0,1       | 4,1         | 5,9         | 47,3   | 3,2        | 2,5        | 6,6         | 61                                    | 273              | 10          | 21,0                                 | 5 763        | 7,0        | 13,5        |
| F2 - BTP autres   | 18,7  | 19,2         | 20,7         | 18,5  | 15,6         | 15,1         | 86,0   | 0,2        | 4,8         | 7,0         | 51,4   | 3,8        | 3,4        | 8,1         | 60                                    | 316              | 11          | 25,7                                 | 6 149        | 7,6        | 16,3        |
| G1 - Commerce - réparation d'auto.                      | 9,6   | 10,2         | 11,1         | 8,6   | 8,3          | 8,1          | 31,9   | 3,6        | 7,7         | 10,4        | 15,0   | 4,8        | 3,9        | 7,2         | 47                                    | 72               | 6           | 20,7                                 | 4 817        | 1,9        | 12,6        |
| G2 - Commerce de gros, intermédiaires du commerce       | 12,1  | 13,0         | 14,5         | 8,8   | 8,3          | 8,4          | 36,7   | 12,0       | 18,1        | 19,8        | 15,9   | 11,2       | 8,5        | 15,8        | 43                                    | 92               | 12          | 28,5                                 | 5 772        | 3,4        | 11,0        |
| G3 - Commerce de détail alim. hors métiers de bouche    | 1,0   | 1,2          | 1,3          | 1,0   | 1,0          | 1,0          | 3,4  | 1,6        | 6,8         | 10,3        | 1,9  | 0,3        | 3,6        | 5,7         | 55                                    | 10               | 11          | 14,9                                 | 5 487        | 7,4        | 8,8         |
| G4 - Commerce de détail non alimentaire                 | 11,6  | 12,4         | 13,1         | 11,0  | 10,3         | 10,0         | 46,8   | 1,3        | 5,2         | 7,0         | 27,0   | 2,2        | 1,4        | 3,4         | 58                                    | 112              | 5           | 14,6                                 | 4 148        | 3,3        | 10,8        |
| G5 - Commerce de détail sur marchés non classé ailleurs | 9,5   | 9,4          | 8,9          | 9,9   | 9,0          | 8,6          | 51,6   | -0,9       | 0,9         | 0,6         | 31,9   | 0,5        | -1,2       | -2,7        | 62                                    | 75               | 2           | 6,1                                  | 2 355        | 3,4        | 9,1         |
| G6 - Commerce de détail non spécialisé                  | 10,3  | 12,2         | 14,6         | 9,6   | 9,1          | 9,5          | 38,2   | 2,2        | 10,4        | 15,4        | 19,5   | 1,8        | 3,9        | 7,5         | 51                                    | 77               | 8           | 19,3                                 | 3 966        | 4,4        | 11,0        |
| H - Transports  | 24,7  | 30,4         | 43,8         | 11,1  | 13,8         | 15,6         | 65,7   | 57,0       | 60,9        | 75,4        | 17,7   | 36,9       | 39,9       | 59,8        | 27                                    | 50               | 42          | 78,8                                 | 2 819        | 1,7        | 11,8        |
| I - Hébergement et restauration                         | 12,6  | 12,6         | 13,8         | 9,2   | 9,0          | 8,9          | 42,5   | 10,0       | 11,0        | 12,9        | 24,5   | 8,6        | 6,1        | 6,2         | 58                                    | 140              | 11          | 16,4                                 | 5 719        | 4,8        | 9,6         |
| J - Informatique  | 12,9  | 13,6         | 15,1         | 11,9  | 11,4         | 11,7         | 44,8   | 2,3        | 5,7         | 8,2         | 21,9   | 1,8        | 1,6        | 10,0        | 49                                    | 99               | 6           | 37,4                                 | 4 533        | 4,3        | 24,9        |
| K - Activités financières et d'assurance                | 2,4   | 2,6          | 2,9          | 1,9   | 1,9          | 1,9          | 7,3  | 8,9        | 12,8        | 16,6        | 3,5  | 7,8        | 6,1        | 11,7        | 48                                    | 18               | 7           | 23,3                                 | 5 147        | 1,2        | 10,4        |
| L - Activités immobilières                              | 8,2   | 9,7          | 11,0         | 5,0   | 5,1          | 5,3          | 24,3   | 21,0       | 30,1        | 30,3        | 10,1   | 20,7       | 15,7       | 23,4        | 41                                    | 66               | 22          | 37,9                                 | 6 599        | 5,4        | 11,8        |
| M1 - Activités juridiques                               | 0,3   | 0,2          | 0,3          | 0,4   | 0,3          | 0,3          | 1,3  | -6,9       | -1,7        | 0,2         | 0,8  | -1,9       | -9,3       | 6,4         | 65                                    | 6                | -14         | 34,5                                 | 6 875        | -5,4       | 26,4        |
| M2 - Activités comptables, de conseil et d'ingénierie   | 13,6  | 14,9         | 16,1         | 10,9  | 10,8         | 11,2         | 47,2   | 7,0        | 11,1        | 11,7        | 24,9   | 5,8        | 6,1        | 13,2        | 53                                    | 124              | 9           | 26,6                                 | 4 970        | 2,5        | 11,9        |
| M3 - Conseil pour les affaires et autres ...            | 25,9  | 31,1         | 37,4         | 17,4  | 18,4         | 20,3         | 77,4   | 16,4       | 25,1        | 28,3        | 33,8   | 9,2        | 12,1       | 22,9        | 44                                    | 170              | 11          | 40,8                                 | 5 041        | -1,0       | 14,6        |
| M4 - Activités spécialisées de design                   | 7,5   | 7,9          | 8,4          | 5,2   | 5,3          | 5,4          | 28,1   | 10,0       | 11,8        | 11,7        | 14,9   | 7,9        | 9,6        | 14,0        | 53                                    | 59               | 13          | 25,5                                 | 3 997        | 3,1        | 10,2        |
| M5 - Autres activités scientifiques, et techniques      | 14,6  | 15,4         | 16,5         | 12,2  | 11,3         | 11,3         | 58,8   | 4,6        | 8,6         | 9,9         | 33,2   | 6,4        | 6,5        | 11,1        | 57                                    | 126              | 9           | 24,1                                 | 3 786        | 2,3        | 11,7        |
| N1 - Activités de nettoyage                             | 9,6   | 10,4         | 11,4         | 6,4   | 5,9          | 6,0          | 37,9   | 10,9       | 15,8        | 16,9        | 23,9   | 13,4       | 14,4       | 15,8        | 63                                    | 85               | 21          | 29,8                                 | 3 566        | 5,7        | 12,1        |
| N2 - Autres de service administratif et de soutien      | 11,3  | 12,0         | 13,9         | 10,1  | 9,2          | 9,4          | 45,4   | 2,9        | 7,5         | 11,1        | 27,1   | 3,6        | 4,7        | 10,2        | 60                                    | 102              | 10          | 19,9                                 | 3 749        | 5,4        | 8,8         |
| PZ - Enseignement                                       | 14,3  | 15,2         | 16,3         | 10,6  | 10,4         | 10,7         | 57,3   | 7,6        | 10,3        | 11,0        | 36,1   | 6,2        | 5,9        | 10,1        | 63                                    | 127              | 8           | 16,8                                 | 3 528        | 1,8        | 6,1         |
| QZ - Santé  | 15,2  | 15,6         | 16,1         | 8,1   | 8,0          | 8,2          | 65,7   | 14,1       | 14,9        | 13,7        | 51,9   | 14,7       | 12,9       | 13,3        | 79                                    | 157              | 21          | 24,5                                 | 3 018        | 6,9        | 10,0        |
| R1 - Arts, spectacles, activités récréatives            | 22,3  | 23,7         | 25,4         | 15,7  | 15,5         | 15,9         | 92,7   | 8,6        | 10,8        | 11,5        | 54,8   | 8,2        | 7,8        | 10,8        | 59                                    | 147              | 14          | 20,3                                 | 2 674        | 5,3        | 8,6         |
| R2 - Activités sportives                                | 8,0   | 8,5          | 9,2          | 5,6   | 5,2          | 5,3          | 36,5   | 8,1        | 11,0        | 12,1        | 24,4   | 7,2        | 7,6        | 11,5        | 67                                    | 70               | 12          | 18,3                                 | 2 866        | 4,0        | 6,1         |
| S1 - Réparations hors auto.                             | 4,0   | 4,2          | 4,4          | 4,5   | 3,9          | 3,8          | 23,8   | -2,3       | 1,3         | 2,6         | 16,5   | -1,1       | 0,0        | 2,8         | 69                                    | 55               | 5           | 11,3                                 | 3 301        | 5,4        | 8,2         |
| S2 - Coiffure et soins du corps                         | 10,4  | 10,9         | 12,1         | 9,2   | 7,9          | 7,8          | 57,0   | 2,4        | 6,1         | 8,1         | 44,7   | 3,5        | 4,3        | 6,9         | 78                                    | 129              | 9           | 12,8                                 | 2 881        | 4,3        | 5,5         |
| S3 - Autres services personnels                         | 11,6  | 13,0         | 15,5         | 8,6   | 8,4          | 8,7          | 49,4   | 7,7        | 12,3        | 16,2        | 31,5   | 7,1        | 9,5        | 15,4        | 64                                    | 88               | 13          | 23,3                                 | 2 809        | 3,1        | 6,8         |
| Z - Autres  | 5,5   | 6,0          | 6,4          | 3,5   | 3,9          | 4,1          | 15,9   | 17,9       | 17,8        | 17,6        | 8,0  | 15,9       | 15,6       | 20,0        | 51                                    | 26               | 25          | 31,4                                 | 3 298        | 8,3        | 9,5         |
| Inconnu   | 0,3   | 0,2          | 0,1          | 0,6   | 0,6          | 0,5          | 0,2  | -29,4      | -55,5       | -70,1       | 0,1  | -29,2      | -          | -70,6       | 46                                    | 0                | -48         | -61,8                                | 4 424        | 13,4       | 29,9        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>344,8</b>  | <b>373,2</b> | <b>420,7</b> | <b>269,0</b>  | <b>256,6</b> | <b>260,8</b> | <b>1 349,5</b>   | <b>6,8</b> | <b>11,0</b> | <b>13,4</b> | <b>775,7</b>   | <b>6,4</b> | <b>6,5</b> | <b>10,5</b> | <b>57</b>                             | <b>3 086</b>     | <b>11,0</b> | <b>22,9</b>                          | <b>3 978</b> | <b>4,2</b> | <b>11,2</b> |

GA : glissement annuel  
n.d. : non disponible

Source : Acooss-Urssaf

## Encadré : Sources et méthodologie

### Du dispositif auto-entrepreneur...

Le régime de l'auto-entrepreneur (AE) a été créé par la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie. Il concerne les activités commerciales, artisanales et certaines activités libérales. Sont exclues du dispositif les professions libérales affiliées à une caisse de retraite autre que la Cipav (Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse) ou la SSI (Sécurité Sociale des Indépendants), à savoir, notamment, les activités agricoles rattachées à la Mutualité sociale agricole (MSA), les professions juridiques et judiciaires, les professions de santé, les experts comptables, les agents généraux d'assurance. Sont également exclues les activités relevant de la TVA immobilière (opérations des marchands de biens, lotisseurs, agents immobiliers...). Les AE sont, comme les autres travailleurs indépendants, affiliés à la SSI pour l'assurance maladie. Ce régime est caractérisé par :

- des formalités de création allégées,
- le paiement de cotisations uniquement lorsque l'activité génère un chiffre d'affaires,
- le caractère libératoire des versements de cotisations et contributions sociales et, si le revenu fiscal de référence ne dépasse pas un certain seuil, de l'impôt sur le revenu (*les taux de prélèvement sont définis dans le tableau A*),
- la franchise de TVA, et donc sa non-récupération,
- l'absence de limitation de durée, dès lors que le chiffre d'affaires est inférieur aux plafonds du régime micro fiscal (170 000 € pour une activité d'achat/revente et 70 000 € pour une activité de prestations ou de service en 2018). En cas de dépassement, il est possible de rester dans le régime s'il s'agit d'un premier dépassement sur une période de deux ans.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, tout AE est soumis à l'obligation de déclarer son chiffre d'affaires à chaque échéance, quel que soit le montant, même s'il est nul. Il est aussi redevable depuis cette date de la contribution à la formation professionnelle.

En outre, à compter de 2012, l'AE est redevable, pour chaque déclaration non réalisée, d'une pénalité d'un montant égal à 1,50 % du plafond mensuel de sécurité sociale en vigueur arrondi à l'euro supérieur et d'une taxation d'office calculée en fonction du nombre de déclarations mensuelles ou trimestrielles non transmises au terme de l'année. Les Urssaf enregistrent les déclarations et les paiements pour le compte de tous les organismes sociaux (SSI et CIPAV notamment), ainsi que pour les services fiscaux si le cotisant choisit le prélèvement libératoire.

### ...au régime du micro-entrepreneur

La loi Pinel du 18 Juin 2014 a créé un régime unique, simplifié, en fusionnant au 1<sup>er</sup> janvier 2016 les régimes du micro-social (AE) et du micro-fiscal. Ce régime dit du « micro-entrepreneur » (ME) permet à

l'ensemble des travailleurs indépendants concernés de bénéficier du mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations basé sur le chiffre d'affaires réalisé, ainsi que de l'option pour le prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu sous conditions de revenu. Ce régime devait s'appliquer automatiquement au 1<sup>er</sup> janvier 2016 à l'ensemble des travailleurs indépendants relevant des professions artisanales ou commerciales et à ceux relevant de la Cipav bénéficiant des régimes micro-fiscaux définis aux articles 50-0 et 102 ter du code général des impôts. Toutefois, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 est revenue partiellement sur ces dispositions : les travailleurs indépendants bénéficiant des régimes fiscaux de la micro-entreprise qui relevaient au 31 décembre 2015 du régime social de droit commun, ont été maintenus dans ce régime, sauf demande contraire.

### Les principales évolutions en 2018

La loi de finances pour 2018 a introduit plusieurs mesures entrées en application au 1<sup>er</sup> janvier.

Les plafonds de chiffres d'affaires sont doublés. Ils sont portés à 170 000 € pour une activité d'achat/revente et à 70 000 € pour une activité de prestations ou de service.

En outre, alors qu'il existait auparavant une tolérance de dépassement de ces plafonds deux années consécutives dès lors que le chiffre d'affaires était inférieur aux seuils de franchise de TVA (91 000 € pour les activités d'achat-vente et 35 200 € pour les activités de prestation de services), le dépassement est désormais possible sans plafond s'il s'agit d'un premier dépassement sur une période de deux ans.

Par ailleurs, l'article 15 loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 redéfinit les règles d'affiliation à la Cipav et prévoit une bascule des professions libérales non réglementées (PLNR) au Régime Général. Cette mesure s'applique à compter du 01/01/2018 pour les nouveaux affiliés créant leur structure sous le statut de la micro entreprise. Restent ainsi seules affiliées aux régimes d'assurance vieillesse et invalidité-décès des professions libérales (CNAVPL) les professions libérales réglementées telles que redéfinies par l'article L.640-1 CSS. Un droit d'option est prévu pour les PLNR immatriculées avant mise en œuvre de la réforme. Cette option « définitive » prend effet au 1er janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle ils ont notifié leur décision.

### Les radiations

Depuis la mise en place du dispositif, les radiations

interviennent plus fortement au quatrième trimestre de chaque année en raison de la réglementation qui rend effective certaines demandes de radiation au 31 décembre de l'année. La radiation

intervient systématiquement au quatrième trimestre lorsque :

- la demande de radiation pour changement de régime d'imposition ou de changement de régime (régime AE vers régime « classique des travailleurs indépendants ») est effectuée plus de trois mois après le début d'activité ;
- le chiffre d'affaires annuel déclaré par l'AE dépasse le seuil de franchise de TVA ;
- le chiffre d'affaires annuel déclaré par l'AE dépasse deux années consécutivement le seuil de régime micro-fiscal.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 a introduit à compter du 1er janvier 2011 un mécanisme de **radiation d'office en cas de chiffres d'affaires** nul sur 24 mois ou 8 trimestres consécutifs.

La loi Pinel du 18 Juin 2014 a supprimé cette disposition et a aligné le mécanisme de radiation pour chiffre d'affaires nul sur celui des travailleurs indépendants « classiques » : à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, ce type de radiation intervient au 31 décembre après deux années consécutives sans chiffre d'affaires. Les radiations d'office en cours d'année ont ainsi été suspendues dès le début de l'année 2015.

### Le suivi statistique

**Les informations statistiques sur les ME** exploitées dans cette publication sont issues du système d'information décisionnel de l'Acosse et des Urssaf. Celui-ci centralise depuis 2009, via des alimentations mensuelles, les informations relatives aux ME de la France entière hors Mayotte. Les données utilisées dans cette publication sont issues d'une extraction au 30/11/2018.

Afin de mieux classer les activités des ME, une nomenclature spécifique agrégée en 30 classes a été constituée. Elle est construite à partir de la nomenclature d'activités entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008 (NAF rév.2). Certaines classes sont issues des nomenclatures agrégées connues (A, H, I, J, K, L, P, Q), d'autres sont des regroupements de postes à des niveaux plus ou moins fins, tels que « CZZ - Métiers de bouche » par exemple. Le détail de la nomenclature est disponible sur [acoss.fr](http://acoss.fr).

A partir de 2018, les PLNR sont immatriculées à l'URSSAF dans le groupe professionnel « commerçant ». Pour cette raison, la distinction Artisans-commerçants/PL du tableau 2 a été supprimée, l'information apportée n'ayant pas de sens économique. La ventilation par secteur d'activité reste la plus pertinente.

### Définitions

Est considéré comme **administrativement actif** un ME ayant été immatriculé avant ou pendant la période et non radié au cours de cette période, qu'il ait déclaré ou pas un chiffre d'affaire positif.

Est considéré comme **économiquement actif** un ME ayant déclaré un chiffre d'affaire positif sur la période étudiée.

Tableau A : Taux applicables en 2018

|   | Prélèvement social forfaitaire | Versement libératoire de l'impôt sur le revenu |
|---|--------------------------------|--|
| Vente de marchandises                               | 12,8 %                         | 1,0 %  |
| Prestations de services commerciales ou artisanales | 22 %                           | 1,7 %  |
| Autres prestations de services relevant du RSI      | 22 %                           | 2,2 %  |
| Activités libérales relevant de la CIPAV            | 22 %                           | 2,2 %  |

## Pour approfondir...

- « Les micro-entrepreneurs en 2016 : toujours plus nombreux, avec un chiffre d'affaires en hausse », *Acosse Stat n°270*, juin 2018.
- « Les micro-entrepreneurs fin décembre 2017 », *Acosse Stat n°273*, juillet 2018.

Retrouvez sur [acoss.fr](http://acoss.fr) les publications de l'Acosse et des Urssaf, des données à télécharger, ainsi que des précisions sur les sources et les méthodologies.